

FASCISME

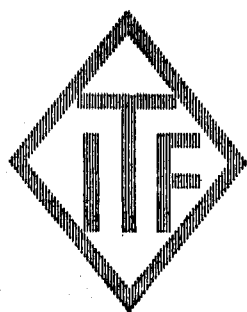
ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

No 15

5ème année

Amsterdam, le 26 juin 1937.



La dictature en Grèce. (I.T.F.) Depuis le 4 août 1936 le général Metaxas règne en dictateur sur la péninsule hellénique. Ce général qui a reçu sa formation militaire à l'École supérieure de guerre à Potsdam, jouit des sympathies de l'Italie fasciste qui désire fortifier ses positions autour de la Méditerranée et escompte des avantages d'un effritement de l'Entente balkanique. Il est appuyé par l'Al-

lemagne nazie qui attend d'une rupture de l'Entente balkanique un affaiblissement de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) et désire s'assurer ainsi, en renforçant son influence à Athènes, un important point d'appui pour l'ancienne politique imperialiste--à présent reprise--de pénétration au sud-est de l'Europe et porter atteinte aux positions stratégiques de la Petite Entente. Le Troisième Reich a mis à la disposition de la dictature grecque un prêt de 6,2 milliards de drachmes (146 millions de marks-or) au profit de ses armements.

Lorsque, le 4 août 1936, le général Metaxas proclama l'état de siège suspendit la Constitution, décréta la dissolution du Parlement et transforma les syndicats en organisations obligatoires, il déclara, imitant un exemple célèbre, que le gouvernement avait appris de source sûre que les "communistes" étaient prêts à porter leur grand coup. L'armée relevant de Metaxas comme ministre de la Guerre, était farcie de "cellules communistes". "Il s'agit du pire des complots jamais ourdis contre le gouvernement. Je défends le régime actuel et la patrie hellénique".

Le "sauveur de la Grèce" avait inventé de toutes pièces le "complot communiste", tout autant que son collègue allemand l'incendie du Reichstag. En réalité le parti communiste n'avait obtenu aux élections de janvier 1936 que 73.000 voix sur un total de 1,22 million de votes émis et seulement 15 mandats sur 300 députés. Il ne disposait même pas d'une influence de quelque valeur dans les milieux ouvriers. L'agitation dans les couches du salariat grec à laquelle Metaxas voulait mettre fin par son coup d'Etat, n'était pas due à des instigations politiques, les incessants conflits locaux avaient bien plutôt pour cause les salaires de famine et l'oppression des catégories laborieuses. Le général Metaxas avait toujours réagi contre ces grèves avec une rigueur sans scrupules. En mars 1936 l'ambitieux vieux militaire était devenu vice-président du Conseil, en avril il fut désigné pour succéder au président du Conseil décédé. Fin avril de la même année, les ouvriers du tabac demandèrent une majoration de leurs salaires; après s'être concer-

tés avec Metaxas, les employeurs refusèrent de faire droit à cette demande. Sur ce, les 40.000 ouvriers du tabac entrèrent en grève. Les organisations syndicales de Macédoine décidèrent de proclamer (pour le 8 mai) une grève générale de sympathie. A Salonique les ouvriers manifestèrent, se rendant en cortège auprès des autorités pour présenter une résolution appuyant les revendications des travailleurs du tabac. La police intervint brutalement contre le cortège pacifique. Des ordres sévères avaient été donnés: la police tira. Il y eut de nombreux morts, des centaines de blessés. Le gouvernement avoua 12 morts...

Ce massacre suscita une indignation extraordinaire. Les travailleurs du pays entier manifestèrent l'intention de proclamer une grève de protestation. Le gouvernement Metaxas voulait à tout prix éviter la grève. Il décida de placer les cheminots, agents des tramways et boulangers sous la loi martiale, menaçant d'intervenir par la force. La grève fut néanmoins menée dans tout le pays, les cheminots et agents des tramways ayant répondu en bloc à l'appel de leur organisation. La grève du 13 mai 1936 devint la démonstration la plus puissante et la plus impressionnante du mouvement ouvrier grec. En ces journées de mai, les bruits circulaient toutefois de plus en plus nombreux, disant que le Président Metaxas préparait un coup d'Etat fasciste.

Metaxas se vengeait. Les cours martiales fonctionnaient. Des permanents de la Fédération des cheminots étaient déplacés d'une province dans l'autre, mis en congé sans solde ou bien révoqués du service pour "acte de provocation". Des agents des tramways étaient condamnés à des peines de prison jusqu'à six mois.

La terreur s'accroît quand des revendications de principe furent formulées à l'occasion de mouvements de grève dans différentes industries et que les travailleurs demandèrent l'unification des salaires qui marquaient de grands écarts d'une région à l'autre, un régime d'allocations de chômage pour tous les salariés, la reconnaissance des conseils ouvriers et -- avant tout -- la cessation de la politique de déflation et une majoration des salaires. L'industrie était à même d'accorder des améliorations car depuis 1933, la Grèce avait profité de la reprise économique. Seulement le gouvernement Metaxas désirait maintenir les salaires au niveau de crise afin de stimuler les exportations par un dumping et satisfaire ainsi les prétentions du capital étranger ayant fait des placements en Grèce et les desirs de la grosse bourgeoisie intéressée aux exportations. Le gouvernement poursuivit donc sa politique de déflation à outrance. Il supprima aux fonctionnaires publics le treizième mois de traitement, payé jusque-là à Noël; il arrêta presque entièrement les importations afin d'obtenir un excédent des exportations. Pour réaliser un resserrement de l'importation de céréales il fallait diminuer la consommation de pain; on interdit donc aux boulangers de vendre du pain frais. Enfin le gouvernement à l'effet de venir à bout des mouvements revendicatifs -- notamment à Salonique -- décida la dissolution de quelques syndicats locaux et promulgua une loi supprimant le droit de grève et prescrivant l'arbitrage obligatoire de tout litige, au moyen de commissions dans lesquelles les employeurs et des fonctionnaires du gouvernement Metaxas avaient la majorité. En même temps un projet de loi fut rendu public qui autorisait le gouvernement à "emprunter" pour des buts publics la fortune des caisses d'assurance ouvrières.

Les organisations syndicales libres décidèrent de proclamer, le 5 août, une grève de protestation contre ces mesures. D'avance, la durée de cette grève démonstrative en faveur de la liberté de lutte syndicale et pour la défense de l'épargne ouvrière, avait été limitée à 24 heures. Les assertions fanfaronnes de quelques députés communistes disant qu'éventuellement la grève serait poursuivie sans durée limitée, n'étaient prises au sérieux par personne. Les éléments sur qui devait reposer surtout la grève étaient les cheminots et les agents des tramways et travailleurs des centrales électriques des principales villes: Athènes avec Le Pirée et Salonique. Or, dans ces organisations syndicales précisément, l'influence communiste était minime.

En 1935, le roi avait réintégré le trône, rentré comme "démocrate" de son exil en Angleterre. Il avait congédié le général fasciste Kondyli qui l'avait remis au pouvoir et prescrit de libres élections législatives. L'échec toutefois de la politique britannique des sanctions contre l'Italie eut tôt fait de transformer le "roi populaire démocrate" en un administrateur enthousiaste de l'Italie à qui l'activité nazie en Grèce semblait sympathique. Lorsque, après le coup d'Etat de Metaxas, les chefs des grands partis bourgeois rappelèrent au roi ses promesses, il déclara qu'

en avait assez du Parlement--après 8 mois!--et que par conséquent il avait du intervenir.

L'instauration de la dictature fut suivie par les mesures que l'on connaît: toutes les organisations politiques et syndicales furent dissoutes, et remplacées par des adhésions obligatoires à des groupements créés par l'Etat. Le parti de Metaxas qui avant le mouvement subversif, ne jouait aucun rôle--il avait recueilli en janvier 1936, 49.000 voix sur un total de 1.220.000 votes --obtint le monopole pour la création d'un "Front national". Les organisations syndicales libres furent transformées en des "associations syndicales" aux travailleurs, par la force. On plaça à la tête de la nouvelle "organisation des salariés" l'ancien secrétaire syndicaliste Dimitratos, un renégat qui avait été expulsé du mouvement syndical libre en raison de ses actes de traîtrise et de ses moeurs. Un sous-secrétariat du Travail fut constitué chargé de préparer l'organisation corporative et de surveiller les soi-disant syndicats, * imposées

Metaxas n'est pas le premier dictateur de la Grèce. Il est toutefois le premier qui ait introduit en Grèce les méthodes terroristes des Mussolini et des Hitler. Du fascisme italien il reprit le système d'obliger les adversaires politiques à avaler de grandes quantités d'huile de ricin et de déporter les prisonniers politiques dans des îles malsaines; de l'Allemagne nazie il reprit la méthode des otages, faisant arrêter les épouses ou les mères de Grecs progressistes pour amener les persécutés à aller se mettre à la disposition de la police. Dans les bureaux de police, dans les prisons, les détenus sont assommés et torturés exactement comme cela se pratique dans les sièges de la Gestapo hitlérienne et de l'Ovra de Mussolini.

On évalue à l'heure qu'il est, le nombre des prisonniers politiques à 7.000; des milliers ont été déportés. Des syndicalistes tels que Kalomiris, le secrétaire de la C.G.T. grecque, et Lasçaris, le secrétaire de la Fédération des cheminots, qui avaient refusé de se mettre au service des organisations ouvrières mises au pas, furent déportés dans des îles. Les députés communistes, les démocrates bourgeois de premier plan, qui s'opposent à ce que leur pays soit transformé en un point d'appui du front de guerre fasciste, partagèrent leur sort. Dans l'île de Anaphi il y a 450 déportés, dans celle de Pholegandros 250 et dans celle de St. Eustrate 200. Un "Comité de salut public" qui siège à huis clos, composé de trois fonctionnaires et contre les verdicts duquel aucun appel n'est possible, décide des mesures d'arrestation et de déportation.

Une censure rigoureuse oblige la presse à publier des renseignements sur le prestige accru de la dictature et sur la marche victorieuse du principe fasciste en Europe. "La lutte en Espagne est dépeinte comme le triomphe de Franco sur une bande de marxistes. L'Allemagne est un paradis de contentement, de liberté (!) et de vie abondante; la Grande-Bretagne est en déclin, la France est décadente" (Manchester Guardian, N° du 4 mai). Une agence de presse spéciale a été créée qui exerce la censure préventive, et va même jusqu'à rédiger quotidiennement des éditoriaux pour les différents journaux. Les lecteurs ont répliqué par une grève, ce qui a amené trois grands quotidiens à cesser leur parution. On entrave autant que possible le recours à la presse de l'étranger. Les journaux des pays démocratiques sont attentivement lus par la censure et souvent confisqués. Des journaux allemands nazis sont par contre en vente partout.

Par une démagogie sociale très poussée, la dictature grecque tente de conquérir les masses. Dans ses discours Metaxas ne se lasse pas de répéter qu'il considère le paysan grec et l'ouvrier grec comme les piliers du nouvel Etat. De même qu'en Allemagne et en Italie, on organise des "meetings spontanés des masses ouvrières" qui proclament la "confiance éternelle" des travailleurs dans le chef d'Etat. Le 1er mai a été déclaré jour de fête de l'Etat. Metaxas se vante d'avoir par l'introduction de la semaine de 48 heures, fait disparaître le chômage et par l'introduction de contrats collectifs et de salaires minima, réalisés d'anciennes revendications syndicales. Un plan décennal est destiné à créer des possibilités durables de travail, à rendre cultivables de nouveaux terrains. Un plan quadriennal de l'armement en constitue la première étape. L'armement pèse lourdement sur le pays. Le ministre des Finances de la dictature avait promis une gestion économique et un équilibre du budget. Toutefois, les dépenses de l'Etat ont monté en 1936 de trois milliards de drachmes, jusqu'à 15 1/2 milliards. Ce surplus de dépenses provient en majorité de dépenses pour l'armement: les trois ministères de la Guerre engloutissent près de 5 milliards. Une grande

partie des "travaux publics pour combattre le chômage" sont mis au service de l'armement. Il est possible que de cette manière le chômage soit passagèrement résorbé. Il est un fait cependant que l'Etat et les employeurs se déchargeront de leurs nouvelles charges sur le dos du salariat. Metaxas a mis ses projets en pratique et, suivant l'exemple de Mussolini--aussi imité par Hitler--il "emprunte" le 75% des ressources des caisses d'assurance ouvrières.

Le coût de la vie a rapidement monté par l'augmentation des impôts indirects et, avant tout, par la dévaluation de la drachme en octobre 1936.

Les statistiques officielles reconnaissent qu'entre janvier 1936, juillet 1936 et février 1937, l'indice du coût de la vie a monté de 2026,6 en passant par 1999, à 2166,6 (100 = 1914); l'indice des denrées alimentaires monta même de 10% en plein, savoir de 2037,9 à 2219,8. En prenant toujours comme base les statistiques officielles qui ne sont contrôlées par aucune organisation ouvrière, on arrive à la constatation que le pain qui en janvier 1936 coûtait 7,16 drachmes avait en décembre déjà monté à 8,07 drachmes. Pendant le même laps de temps l'huile monta de 31,19 à 36,41, le café de 54,62 à 59,42, les oeufs de 3,50 à 4,31, le savon même de 17,29 à 23,12 drachmes. Ces mêmes statistiques officielles avouent que l'augmentation du coût de la vie est plus accentuée encore dans les grands centres Athènes et Le Pirée. En réalité cependant les prix ont monté bien davantage qu'il ne ressort des statistiques. L'huile d'olive, particulièrement, denrée alimentaire qui joue un si grand rôle dans les ménages des paysans et ouvriers grecs, est devenue pour ainsi dire inaccessible. Elle est en effet exportée en Allemagne afin d'obtenir en compensation les matières premières nécessaires aux industries de guerre; les travailleurs n'ont qu'à se contenter d'huiles de qualités inférieures.

Quant aux salaires, ceux-ci n'ont pas ou guère monté. Les relevés officiels mentionnent une hausse de l'indice des salaires de 102,97 en 1935 à 107,36 en 1936 (100 = 1928); on voit donc que l'augmentation des salaires est restée bien en arrière sur le mouvement des prix. En considérant ces chiffres, il convient encore de se rappeler que les mouvements de grève des premiers six mois de 1936 ont en effet déclenché quelques augmentations mais que depuis le coup d'Etat de Metaxas les salaires n'ont pas seulement plus monté mais même diminué. L'introduction de la journée de 8 heures dans quelques industries, mesure dont le gouvernement est si fier, a eu lieu sans aucune majoration des salaires et cela malgré la hausse du coût de la vie! Une loi sur le salaire minimum, mise en vigueur en 1935, donna lieu aussi à des avilissements: dans quelques contrats le minimum prévu pour les apprentis avait été fixé à la moitié du minimum pour les ouvriers; ceci amena bien des employeurs de congédier leurs ouvriers pour les reprendre en service le lendemain comme "apprentis". Les ouvriers, privés de leurs organisations syndicales ainsi que du droit de grève n'ont qu'à s'incliner devant de pareilles méthodes. La dictature accorde aux employeurs toute latitude pour se décharger sur leurs salariés des frais des armements. Les organisations syndicales officielles appuient ces méthodes et imposent même encore des versements spéciaux. Dans une ville, les membres du "syndicat" des tailleurs ont dû "spontanément" réunir 4.000 drachmes pour la construction d'avions; une municipalité réunit au moyen d'un système de quote-parts, une somme de 20.000 drachmes dans ce but. Le "syndicat" des employés décide, tout aussi spontanément, que tous ses membres travailleront un dimanche et affecteront à la navigation aérienne le traitement touché pour ce jour.....

Lorsque, en octobre 1936, le mouvement syndical grec mis au pas avait pour la première fois des représentants à une Conférence internationale du Travail, et que les représentants des organisations de la Fédération internationale des ouvriers du transport refusaient de reconnaître comme délégués ouvriers, ces marionnettes de la dictature grecque, Athènes lança un telegramme agité de 199 mots: si l'I.T.F. ne retire pas son accusation disant que la liberté syndicale a été détruite en Grèce et que les "permanents syndicaux" ne sont que des émissaires de la dictature, nous nous abstiendrons de participer à la Conférence.

Les représentants de l'I.T.F. ont maintenu leurs affirmations. Les "délégués ouvriers" grecs sont restés.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.Equipages insuffisants dans la grande pêche allemande.

(I.T.F.) Un contrat pour la grande pêche allemande (entré en vigueur le 1er mai) facilite aux armateurs nazis de faire monter leurs bâtiments par un équipage insuffisant. Les anciennes organisations syndicales --dissoutes par les Nazis--avaient imposé la règle que l'équipage d'un chalutier à vapeur faisant la pêche d'Islande devait consister de 12 et celui d'un chalutier sur la Mer du Nord de 11 hommes. Lorsque plus de 30 tonneaux de hareng étaient salés à bord d'un chalutier faisant la pêche sur la Mer du Nord, l'équipage devait être augmenté d'un homme. Entre le 1er février et le 30 juin les chalutiers affectés à la pêche d'Islande devaient avoir 13 hommes à bord. Uniquement dans les cas où les équipages consistaient pour la pêche sur la Mer du Nord et celle d'Islande de respectivement 12 et 13 hommes, ce nombre pouvait comporter un matelot léger. -- Or, le Commissaire nazi a supprimé cette clause; le contrat ne prévoit plus aucune échelle des effectifs. En montant les 360 bateaux à vapeur et à moteur que compte en ce moment la flotte de grande pêche allemande par des équipages insuffisants, les armateurs peuvent réaliser des économies sur les frais de personnel, et l'amirauté dispose de marins formés pour monter les nouvelles unités de la flotte de guerre allemande qu'on aggrandit à un rythme fébrile.

Tentative de propagande échouée.

(I.T.F.) L'idée d'échange d'enfants de cheminots de différents pays pendant les grandes vacances a gagné beaucoup de terrain ces derniers dix ans. Les enfants passent ainsi de belles vacances et apprennent à connaître des milieux entièrement différents des leurs.

Les Nazis allemands ont eu l'idée de se servir dans des buts de propagande de cette sympathie croissante pour les échanges d'enfants pendant les vacances, et ils ont invité la Reichsbahn à organiser un échange d'enfants de cheminots allemands et français. Or, bien des cheminots allemands auraient souhaité que leurs enfants puissent vivre, ne fût-ce que pendant quelques semaines de vacances, dans un pays libre. Vu toutefois que seuls les enfants de parents "sûrs" entraient en ligne de compte pour cet échange, l'Office des échanges ne fut saisi que de 1360 demandes sur un total de 650.000 cheminots.

En France cependant, le nombre des demandes n'atteignit même pas 150. Des parents qui comprennent leurs responsabilités n'envoient pas leurs enfants dans le Troisième Reich.

Une "petite grève".

(I.T.F.) Un ouvrier des chemins de fer allemands avait été l'objet d'une mutation disciplinaire. En vain fit-il des démarches pour obtenir la révision de son cas, les supérieurs ne bougeaient pas. Enfin, il déposa le travail par manière de protestation; on le congédia sans préavis. Son appel au tribunal prud'homal à l'effet d'être réintégré, fut repoussé par les juges. Le tribunal jugea ^{que} son geste de déposer le travail pour faire triompher sa demande, équivalait à une "petite grève" et que c'était une "rechute" dans des "conceptions dépassées". (Judgement du Landes Arbeitsgericht, Francfort-sur-le-Main, page 36).

Lutter pour son bon droit est considéré dans le Troisième Reich comme une "rechute" dans des conceptions syndicalistes.

Avilissements des salaires aux tramways.

(I.T.F.) Bien qu'à Vienne il y ait toujours des douzaines d'agents des tramways révoqués en février 1934 pour activité syndicaliste, qui, avec leurs familles, souffrent la faim et bien qu'il y ait eu des centaines de mises à la retraite prématurée, on a à présent nouvellement engagé au service 200 fascistes sûrs. Même ces piliers d'appui de la dictature ont toutefois vu déprimer leurs salaires. Alors que les agents engagés l'année dernière recevaient encore 1,03 schilling l'heure et un supplément de 50 groschen pour le travail de nuit, les nouveaux embauchés ne reçoivent qu'un schilling l'heure et n'ont droit à aucun supplément pour le travail de nuit. Il n'ont pas droit à la tenue de service, pas d'assurance-vieillesse, pas de Caisses d'assurance-maladie, pas de facilités de parcours sur le réseau! Beaucoup d'entre ces "patriotes" nouvellement engagés voient à présent quelle est la pratique des "sympathies ouvrières" de la dictature catholique et ils ne se gênent pas de pester. Quelques-uns ont tout simplement abandonné le travail.